

87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
75010 Paris
Tél : 01 48 01 88 20

**POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT**

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

E-mail : poi@fr.oleane.com
www.partiouvrierindependant-poi.fr

Dossier Palestine

**A paraître ce mercredi dans *Informations ouvrières*
un dossier Palestine dont nous publions des extraits**

Éditorial du quotidien israélien Haaretz, 8 octobre

« Netanyahu porte la responsabilité de cette guerre entre Israël et Gaza »

« **L**e désastre qui s'est abattu sur Israël lors de la fête de Simchat Torah est clairement imputable à une seule personne : Benjamin Netanyahu. Le Premier ministre, qui s'est enorgueilli de sa vaste expérience politique et de sa sagesse irremplaçable en matière de sécurité, n'a absolument pas identifié les dangers dans lesquels il conduisait consciemment Israël en établissant un gouvernement d'annexion et de dépossession, en nommant Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir à des postes clés, en adoptant une politique étrangère qui ignorait ouvertement l'existence et les droits des Palestiniens.

M. Netanyahu tentera certainement de se soustraire à ses responsabilités et de rejeter la faute sur les chefs de l'armée, du renseignement militaire et du service de sécurité Shin Bet qui, comme leurs prédécesseurs à la veille de la guerre du Kippour, ont estimé que la probabilité d'une guerre était faible et que leurs préparatifs en vue d'une attaque du Hamas s'avéraient défectueux.

Ils méprisaient l'ennemi et ses capacités militaires offensives. Au cours des prochains jours et des prochaines semaines, lorsque l'ampleur des échecs des forces de défense israéliennes et des services de renseignement sera révélée, une demande justifiée de remplacement et d'inven-

taire ne manquera pas de se faire jour. Toutefois, l'échec de l'armée et des services de renseignement n'exonère pas M. Netanyahu de sa responsabilité globale dans la crise, puisqu'il est l'arbitre ultime des affaires étrangères et de la sécurité d'Israël. M. Netanyahu n'est pas un novice dans ce rôle, comme l'était Ehud Olmert lors de la deuxième guerre du Liban. Il n'est pas non plus ignorant en matière militaire, comme l'ont prétendu Golda Meir en 1973 et Menachem Begin en 1982.

M. Netanyahu a également façonné la politique adoptée par l'éphémère "gouvernement du changement" dirigé par Naftali Bennett et Yair Lapid : un effort multidimensionnel visant à écraser le mouvement national palestinien dans ses deux ailes, à Gaza et en Cisjordanie, à un prix qui semblerait acceptable pour l'opinion publique israélienne.

Dans le passé, M. Netanyahu s'est présenté comme un dirigeant prudent qui évitait les guerres et les pertes multiples du côté d'Israël. Après sa victoire aux dernières élections, il a remplacé cette prudence par la politique d'un "gouvernement de droite", avec des mesures manifestes prises pour annexer la Cisjordanie et procéder à un nettoyage ethnique dans certaines parties de la zone C définie par Oslo, y compris les collines d'Hébron et la vallée du Jourdain.

Ces mesures comprennent également une expansion massive des colonies et un renforcement de la présence juive sur le mont du Temple, près de la mosquée Al-Aqsa, ainsi que la vantardise d'un accord de paix imminent avec les Saoudiens, dans lequel les Palestiniens n'obtiendraient rien, et l'évocation ouverte d'une "seconde Nakba" au sein de sa coalition gouvernementale. Comme prévu, les signes d'une reprise des hostilités ont commencé en Cisjordanie, où les Palestiniens ont commencé à sentir la main plus lourde de l'occupant israélien. Le Hamas a profité de l'occasion pour lancer son attaque surprise samedi.

Surtout, le danger qui guette Israël depuis quelques années s'est pleinement concrétisé. Un Premier ministre inculpé dans trois affaires de corruption ne peut pas s'occuper des affaires de l'État, car les intérêts nationaux seront nécessairement subordonnés à la nécessité de l'extraire d'une éventuelle condamnation et d'une peine de prison.

C'est ce qui a motivé la mise en place de cette horrible coalition et le coup d'État judiciaire proposé par Netanyahu, ainsi que l'affaiblissement des hauts gradés de l'armée et des services de renseignement, perçus comme des opposants politiques. Le prix a été payé par les victimes de l'invasion dans le Néguev occidental. »

« Cessez-le feu ! »

« **L**es insoumis se voient infliger une lapidation médiatique désormais permanente. D'une semaine à l'autre, quelqu'un est pris à partie pour un mot ou une position. L'ordinaire désormais est que des « journalistes » nous attribuent des phrases que nous n'avons jamais prononcées mais qui conviennent à leurs partis pris politiques ou communautaires. (...)

Ainsi va l'information sur le service public de l'information macroniste. (...).

Dans le cas de l'offensive armée du Hamas et des massacres qui ont suivi, la pression de tous les partisans de l'extrême droite israélienne a été absolue et sans retenue ni frein dans les sphères gouvernementales. Celles-ci se sont montrées acquiescentes d'avance à n'importe quel abandon de la position française traditionnelle sur le sujet, comme on a pu le constater au fil des heures.

La France est la seule nation européenne à avoir pris parti sans aucune forme de nuance ou de recul. Ni aucune proposition positive. Les

communiqués du gouvernement ne comportent plus ni appel à la retenue ni au cessez-le-feu, ni à la paix. Ces mots n'existent plus pour lui. Ils sont pourtant décisifs si nous voulons être une Nation indépendante. Le gouvernement approuve donc d'avance ce qui va se passer à Gaza. Il approuve le communiqué du gouvernement israélien qualifiant d'« animaux » les habitants de Gaza. Les animaux aussi méritent donc d'être traités de la sorte ?

E. Borne approuve donc le crime de guerre que représente le siège et la privation d'eau et d'électricité de la population civile de Gaza.

Dans le monde entier la stupeur face à cette attitude s'exprime. En atteste parmi tant d'autres la prise de position de Mohamed el-Baradei, prix Nobel de la paix. Quant au fond, la gauche israélienne elle-même, en dépit des conditions dans lesquelles elle doit agir, est mille fois plus critique que le gouvernement Macron. De même le pape ou le secrétaire général des Nations Unies.

Pour leur part, les Insoumis n'approuvent aucun massacre quels

qu'en soient les auteurs. Comment pourrait-on croire autre chose ? Pourquoi ? Où y'en a-t-il la moindre trace ?

Je recommande donc de ne rien céder aux pressions qui s'exercent. Elles ne valent pas davantage que ceux qui les prononcent. Mais toutes fonctionnent comme des encouragements pour les massacres qui vont continuer. Toutes valent approbation du martyr qui commence pour la population de Gaza et pour les populations israéliennes des alentours du combat.

Il faut en rester à la position française traditionnelle. Penser et agir comme l'ont toujours fait les Français et leurs gouvernements depuis De Gaulle au sujet de cette région du monde et de ses protagonistes. Refus du recours à la force, cessez-le-feu, respect des résolutions de l'Onu. Tout le reste est un vain bavardage morbide.

À Paris, la hargne contre les insoumis tient lieu de participation aux combats lointains pour les bavards dans leur canapé qui confondent la Seine et le Jourdain. »

Réactions syndicales

« Israël – Palestine – cessez-le feu immédiat ! »

Communiqué confédéral FO, 9 octobre

« FO constate et déplore malheureusement une nouvelle fois que le conflit et les violences l'emportent entre Israël et la Palestine.

A nouveau, FO en appelle à ce que la communauté internationale agisse effectivement pour que cessent immédiatement les violences dont sont principalement victimes les populations civiles, les travailleurs et leurs familles dont beaucoup d'enfants. Un cessez-le feu immédiat, l'arrêt des hostilités et l'établissement des conditions assurant à la popula-

tion de vivre en sécurité et d'accéder aux besoins fondamentaux (soins, alimentation, logement) sont indispensables.

Avec la Confédération Syndicale Internationale, FO considère que la solution acceptable et durable est la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies et le lancement de négociations pour l'établissement des conditions économiques et sociales indispensables à la coexistence pacifique et en démocratie des États israéliens et palestiniens. »

« Paix ! »

Communiqué de l'UD FO de Paris, 9 octobre

« Une nouvelle fois les civils innocents, les travailleurs et travailleuses perdent la vie, sont blessés dans un conflit armé au Moyen-Orient comme c'est encore le cas en Ukraine et en Russie. Notre organisation a toujours condamné les guerres et œuvré pour la paix comme l'ont fait Jaurès et Jouhaux. Les syndicalistes que nous sommes sont profondément choqués par le spectacle de femmes, d'hommes et d'enfants abattus et d'avions bombardant des populations civiles sans défense.

Nous voulons joindre notre voix à tous ceux, quels qu'ils soient, qui demandent un cessez-le-feu immédiat, qui protégera toutes les populations et travailleurs dans ce conflit qu'ils n'ont pas décidé et souhaité. Nous dénonçons toutes les réactions et postures, les appels insensés à la vengeance ainsi que des amalgames particulièrement dangereux qui tiennent lieu d'arguments lorsqu'il y a désac-

cord, et qui tentent à utiliser ces drames humains à des fins partisans, alors que des hommes et des femmes meurent sous les balles et les bombes.

Au plus haut de l'Etat, les polémiques des dernières heures sont en total décalage avec la gravité de la situation. La Première ministre doit au contraire tout mettre en œuvre pour que cessent les combats plutôt que de s'acharner sur ceux qui ne partagent pas l'avis du président de la République et d'elle-même. Tout doit être mis en œuvre pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et le retour à la table des négociations dans le droit imprescriptible des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les civils et les travailleurs et travailleuses meurent sous les bombes et les balles produites par les marchands de canon et les politiciens qui les soutiennent. Cessez-le-feu immédiat pour une paix juste et durable ! »

Sophie Binet, sur France Inter, 8 octobre

« Au lieu de générer des polémiques assez décalées avec la gravité du moment, la Première ministre devrait mettre toute son énergie à demander à ce que l'Onu demande un cessez-le-feu immédiat ».